



## Les jeunes sortent dans la rue le 24 Janvier

A l'aune du "Grand Débat" lancé par le Président de la République, nous, organisations de jeunesse dénonçons la volonté du Gouvernement de ne pas remettre en cause les politiques menées, et d'ainsi accroître l'urgence sociale existante dans notre société. Cela fait des mois que ces politiques sont réfutées par la majorité des citoyens et citoyennes, à travers un mouvement social inédit, et une mobilisation des jeunes importante. Cette absence d'écoute des revendications citoyennes dénotent d'un mépris porté à l'encontre de la population. Plus que du mépris encore, les jeunes subissent une infantilisation telle que les récents discours présidentiels ainsi que la "Lettre aux Français" du président de la République ne font en aucun cas mention de la jeunesse, de son système éducatif et de son avenir.

Pourtant, les revendications de la jeunesse perdurent depuis des mois, et nous persistons à dénoncer les politiques de sélections sociales menées par le Gouvernement. En effet, la nouvelle plateforme de Parcoursup écarte des centaines de milliers de jeunes du service public de l'enseignement supérieur. Nous rappelons que l'enseignement supérieur et la recherche doivent être ouverts à toutes et tous et doivent offrir les possibilités de réussite à tous et toutes, que les places dans les établissements doivent se multiplier pour répondre aux enjeux démographiques et qu'aucune sélection ne doit se faire ni sous conditions sociales, ni sous condition de nationalité. Ainsi marquons-nous notre opposition au plan "Bienvenue en France", augmentant les frais d'inscription pour les étudiant.e.s étranger.e.s hors Union Européenne, de 170 euros à 2770 euros en licence ainsi que de 380 euros en doctorat à 3770 euros.

Ce plan vise à faire peser le désinvestissement de l'état sur les étranger-ère-s et instaure une sélection sur l'argent discriminatoire.

Les réformes du lycée et du baccalauréat quant à elles, accentuent les inégalités territoriales en ce que les lycées n'ont pas tous les moyens financiers d'assurer la même offre de formation, et vont simplement contraindre les possibilités d'orientation des lycéen.ne.s en fonction de leur origine sociale. Tandis que la réforme de la voie professionnelle semble tomber dans le travers d'une trop forte professionnalisation pour répondre aux besoins entrepreneuriaux locaux, et limitant ainsi les perspectives d'évolution du diplôme lycéen et les possibilités de mobilité des jeunes diplômé.e.s. Alors que la communauté scolaire dénoncent un manque de moyens pour remédier à la vétusté des établissements, pour embaucher un nombre suffisant de professeur.e.s, un manque de place dans les classes pour accueillir les élèves, le Gouvernement fait l'aveu d'amélioration de notre système éducatif. En investissant 5 milliards d'euros pour un service national universel, plutôt que dans le service public de l'Éducation, ce même Gouvernement fait le choix d'abandonner ce que devrait être le rôle de l'École.

Nous refusons le projet de société porté par Emmanuel Macron. Celui d'une société qui participerait à l'accroissement de la reproduction sociale, celui d'une société qui laisserait ses jeunes et une majorité de ses citoyen.ne.s vivre dans la précarité, et celui d'une société qui bafoue les principes de la démocratie.

La mobilisation des gilets jaunes qui ne faiblit pas malgré le recours abusif aux forces policières dans le cadre de la mobilisation, a obligé le gouvernement à reculer sur certaines de ses politiques austéritaires. L'organisation du « Grand Débat » traduit toutes les contradictions de ce gouvernement qui annonce écouter la population d'une part et refuse de faire évoluer sa ligne pour répondre aux aspirations de la population. Nous enjoignons le gouvernement à changer de cap, contrairement à ce qui a été annoncé, et à écouter les revendications que nous portons depuis longtemps maintenant.

Face aux nombreux reculs sociaux que le gouvernement a ou veut nous imposer, les organisations syndicales, associatives et de jeunesse signataires de ce texte appellent la jeunesse dans son ensemble à une mobilisation nationale le 24 janvier en masse (blocage, action coup de point, manifestation, etc) et à intensifier la contestation pour se faire entendre nos revendications.